



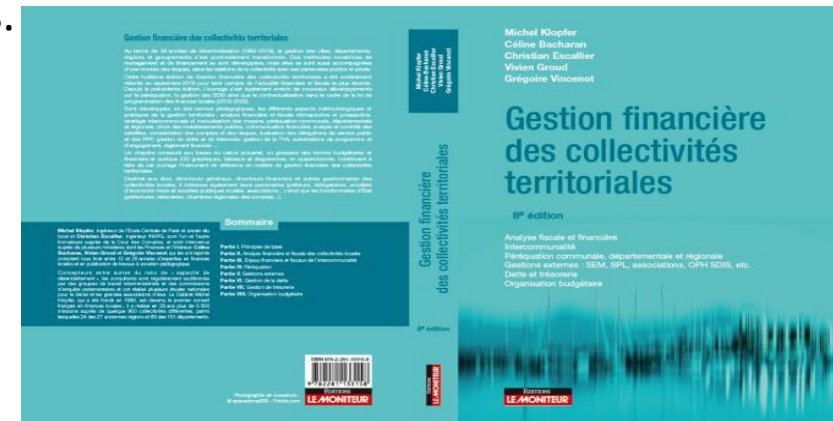
Communauté
de Communes
**Bastides
Dordogne
Périgord**

Rapport quinquennal sur l'évolution du montant des attributions de compensation

Décembre 2021

PRÉSENTATION DU CABINET MICHEL KLOPFER

- Le présent document a été réalisé par le **Cabinet Michel Klopfer (CMK), conseil indépendant dont le capital appartient à 100% à ses consultants et salariés.**
- **Spécialisé en gestion financière des collectivités locales depuis 1990, le cabinet a réalisé près de 6.000 missions auprès de quelque 1.200 collectivités, parmi lesquelles :**
 - **35 des 42 villes de plus de 100.000 habitants**
 - **90 des 102 départements**
 - **24 des 27 anciennes régions**
 - **22 métropoles et communautés urbaines**
 - **130 communautés d'agglomération et établissements publics territoriaux.**
- Ses consultants sont également **intervenants auprès du Sénat, du Ministère des Finances, du Ministère de l'Intérieur et de la Cour des Comptes.**
- Ils sont **auteurs de *Gestion financière des collectivités locales*, 8ème édition novembre 2018** aux Editions du Moniteur, ainsi que d'articles dans différentes publications, dont « Les Notes Bleues de Bercy » et « Gestion et finances publiques ».



- L'analyse s'appuie essentiellement sur les documents financiers et fiscaux transmis par la Communauté de communes complétés par des échanges avec ses équipes :
 - Rapports de CLECT
 - Extractions comptables transmises par la collectivité
 - Des éléments de comparaison pourront intervenir au cours de l'analyse avec **un échantillon d'EPCI « comparables »**. Ces EPCI sont sélectionnés sur la base des critères suivants :
 - **démographique**
 - **géographique** : EPCI situés en Nouvelle Aquitaine
 - **régime fiscal** : FPU (fiscalité professionnelle unique).
- Les comparaisons découlant de cet échantillon seront systématiquement associées à la mention « **EPCI comparables** » et relèvent essentiellement de l'exercice 2020.

ELEMENTS INTRODUCTIFS : LE RAPPORT QUINQUENNAL SUR L'ÉVOLUTION DES AC

- La communauté de communes Bastides Dordogne Périgord a souhaité procéder à l'élaboration du rapport quinquennal sur l'évolution du montant des attributions de compensation (AC), devant être soumis à débat au sein du conseil communautaire avant le 31 décembre 2021, en application des dispositions du 10^{ème} alinéa du 2^o du V de l'article 1609 nonies C du Code général des Impôts (CGI).

Article 1609 nonies C du CGI, 10ème alinéa du 2^o du V

« Tous les cinq ans, le président de l'établissement public de coopération intercommunale présente un rapport sur l'évolution du montant des attributions de compensation au regard des dépenses liées à l'exercice des compétences par l'établissement public de coopération intercommunale. Ce rapport donne lieu à un débat au sein de l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale. Il est pris acte de ce débat par une délibération spécifique. Ce rapport est obligatoirement transmis aux communes membres de l'établissement public de coopération intercommunale. »

- Ce rapport vise à expliciter les éventuels ajustements du montant des attributions de compensation des communes intervenus au moins sur la période quinquennale 2017 / 2021 – voire avant, suite aux transferts de compétences ayant eu cours et à les mettre en regard du cout actualisé des compétences transférées désormais exercées par l'établissement public de coopération intercommunale (EPCI).
 - Les dé-transferts seront mentionnés mais difficile à analyser
- Précisons que ce rapport et le débat qui s'en suit n'emportent aucune obligation prescrite par la loi d'ouvrir sur une révision des AC.

Réponse ministérielle d'octobre 2018

« Ce rapport, dont la forme est libre, fait l'objet d'un débat au sein de l'EPCI et d'une délibération spécifique. (...). Dès lors, si malgré la possibilité de révision libre, une ou plusieurs communes estiment qu'il y a une iniquité dans les montants d'attribution de compensation, le rapport quinquennal du président de l'EPCI peut permettre d'engager un dialogue sur une révision éventuelle afin de remédier à cette situation. Cependant, il n'apparaît pas nécessaire de rendre obligatoire une réévaluation des montants d'attribution de compensation tous les six ans. En effet, une telle mesure serait susceptible d'accroître les contentieux entre les EPCI et leurs communes membres en cas de désaccord sur les modalités de révision de l'attribution de compensation. »

- I. RAPPEL DU MECANISME DE L'ATTRIBUTION DE COMPENSATION EN REGIME DE FISCALITE PROFESSIONNELLE UNIQUE**
- II. NIVEAU DES AC SUR LE TERRITOIRE**
- III. HISTORIQUE DES COMPETENCES TRANSFEREES ET DE LEUR IMPACT SUR L'ATTRIBUTION DE COMPENSATION DEPUIS LA FUSION**
- IV. EVOLUTION DES COUTS REELS PORTES PAR LA CCBDP**

PREMIERE PARTIE

MECANISME DE L'AC EN REGIME FPU

L'attribution de compensation : outil de neutralisation budgétaire en FPU

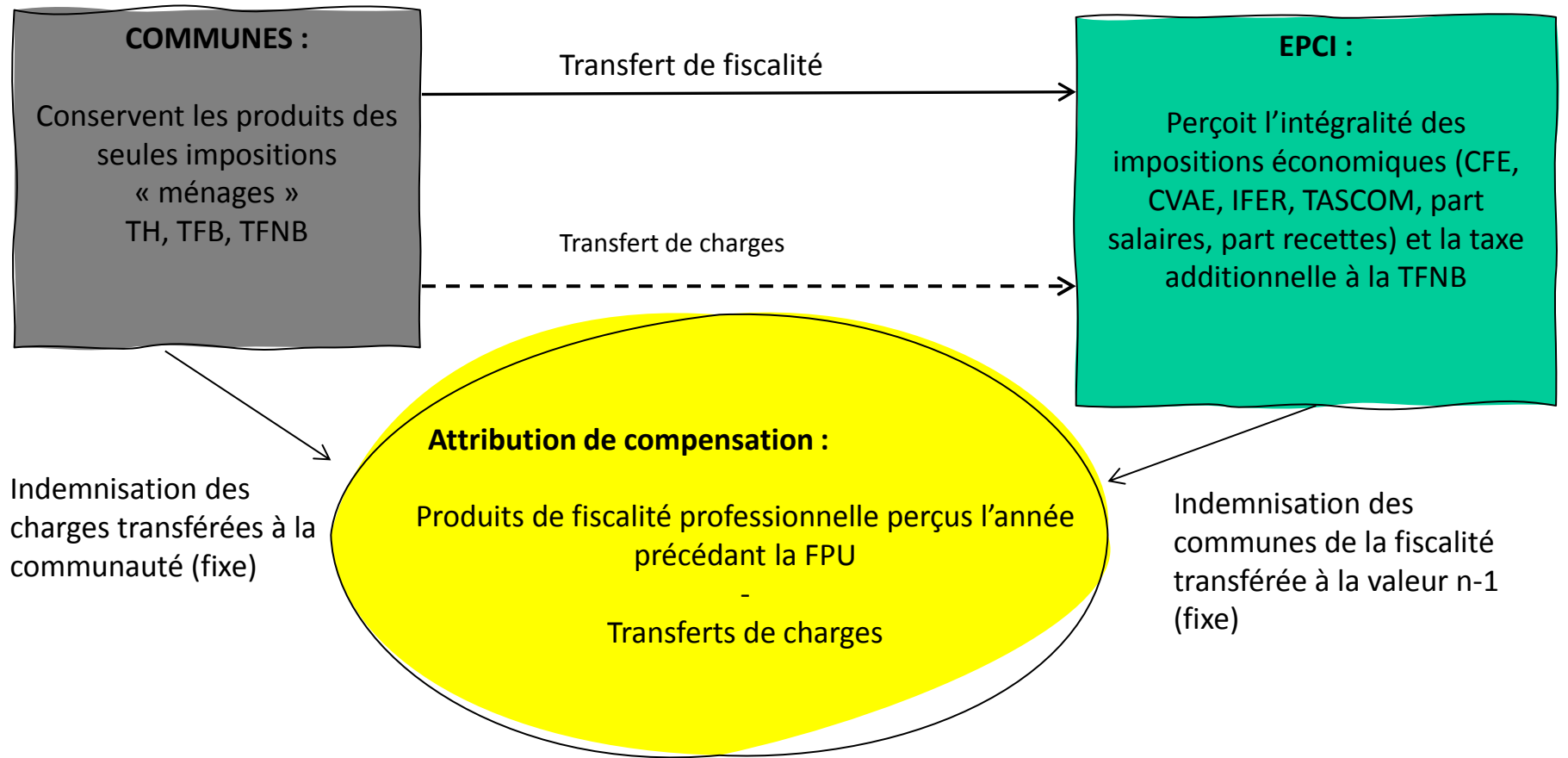
024-200034833-20211214-2021_12_14_2E-DE
Reçu le 17/12/2021
Publié le 17/12/2021

- Dans le cas d'établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) appliquant le régime de fiscalité professionnelle unique (FPU), un outil de neutralisation budgétaire des transferts financiers entre la commune et l'EPCI est mis en œuvre et s'impose selon les dispositions du **V de l'article 1609 nonies C du Code général des impôts : l'attribution de compensation (AC)**.
- **L'AC relève généralement de deux composantes, qui viennent** « dédommager » les transferts financiers opérés en fiscalité professionnelle unique (FPU) entre les deux parties – communes et intercommunalité - :
 - ✓ **Une AC dite « fiscale »** = indemnisation par l'intercommunalité des recettes fiscales « économiques » auparavant perçues par les communes en valeur n-1 de l'adhésion (liste fixée par le code général des impôts)
 - ✓ **Une AC « charges »** = indemnisation par les communes des charges qu'elles transfèrent à l'intercommunalité à chaque transfert de compétence (selon une méthode fixée par le code général des impôts et mise en œuvre par la CLECT)
 - ✓ **Pour la CCBDP, des « échanges de taux » ont eu lieu en plus par le biais des attributions de compensation au moment de la fusion pour garantir la neutralité fiscale en plus de la neutralité budgétaire.**

=> AC globale = AC fiscale – AC charges



L'attribution de compensation : outil de neutralisation budgétaire en FPU



Le principe de la neutralisation budgétaire à l'instant du transfert en FPU

024-200954833-20211214-2021_12_14_2E-DE
Reçu le 17/12/2021
Publié le 17/12/2021

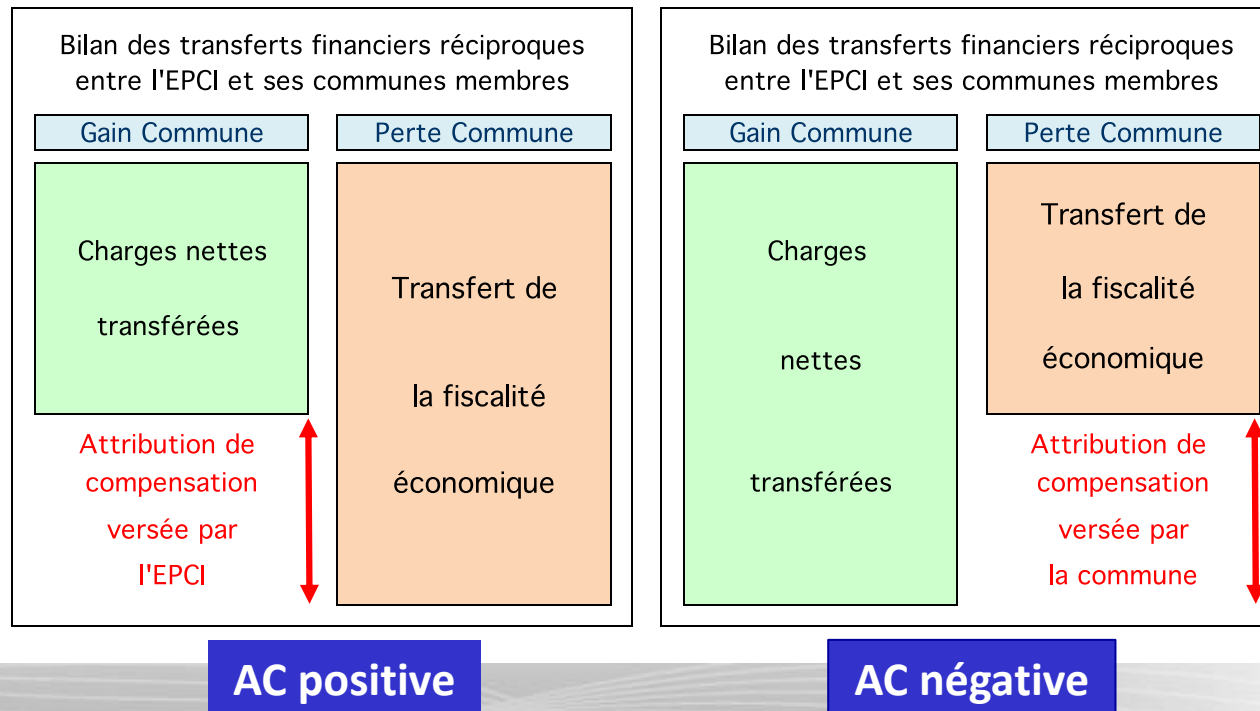
- Le calcul de attributions de compensation est réalisé sur la base des données de l'année précédant le passage en FPU.
 - Les transferts de produits / de charges sont donc NEUTRALISES BUDGETAIREMENT à leur niveau de l'année précédente.**

| Mécanisme de l'AC | COMMUNE | | EPCI | |
|-----------------------------|------------|------------|------------|------------|
| | Dépenses | Recettes | Dépenses | Recettes |
| Produits transférés | | -100 | | +100 |
| Dépenses transférées | -80 | | +80 | |
| Attribution de compensation | | +20 | +20 | |
| TOTAL | -80 | -80 | 100 | 100 |

EQUILIBRE EQUILIBRE

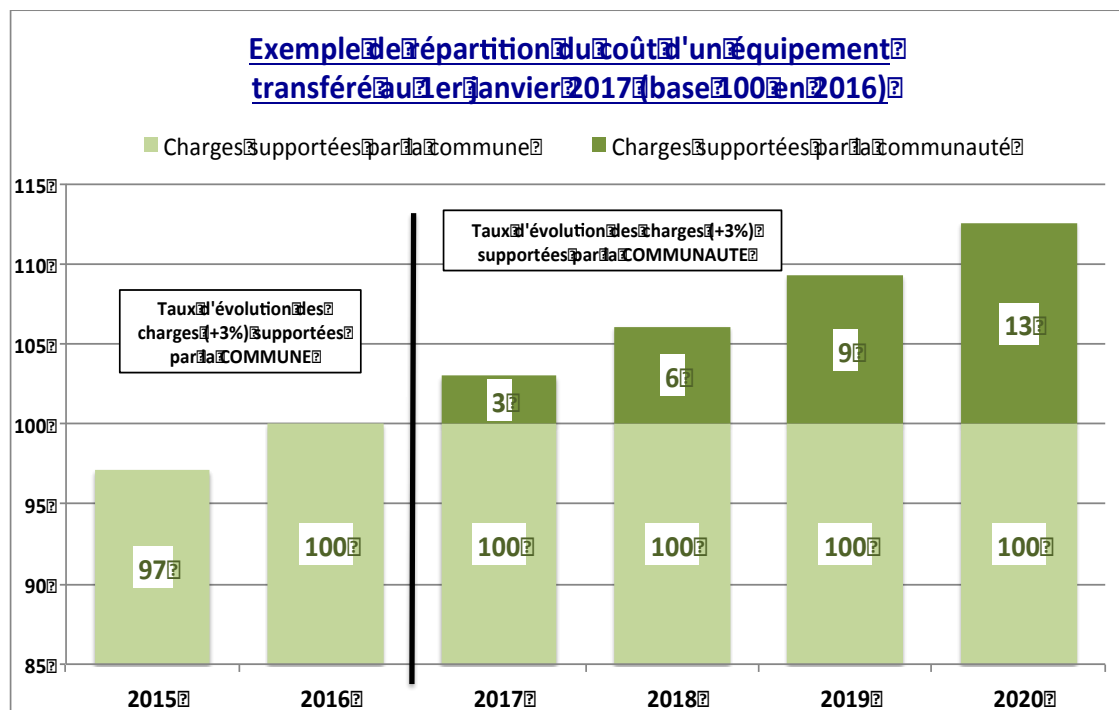
- Les années suivantes en revanche, **l'AC est figée** (sauf cas listés ci-après), de manière à ce que seule la dynamique future des produits et des charges soit mutualisée.
=> **Conséquence : un système d'acquêts → mutualisation des SEULS FLUX FUTURS.**

- Il peut donc exister des AC positives ou négatives :
 - « **AC positive** » : attribution de compensation versée par l'EPCI à la commune, dès lors que le transfert de fiscalité initiale reste supérieur aux charges nettes transférées à l'occasion des transferts de compétences
 - « **AC négative** » : attribution de compensation versée par la commune à l'EPCI, dès lors que le transfert de fiscalité initiale devient inférieur aux charges nettes transférées à l'occasion des transferts de compétences



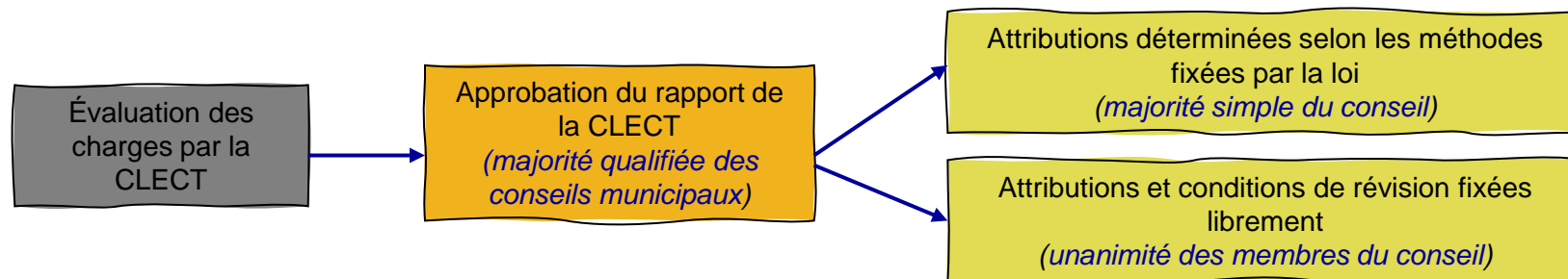
Une double dynamique de transfert en FPU : dynamique de produits et dynamique de charges

- L'impact financier du passage en FPU est double pour les communes comme pour l'EPCI :
 - le transfert des produits de la fiscalité économique à la communauté se traduit par un « manque à percevoir » pour les communes (perte du dynamisme des produits transférés) => « gain » pour l'EPCI ;
 - le transfert des compétences (donc de charges) se traduit par une économie pour les communes (à hauteur de la croissance des charges transférés) => charge pour l'EPCI



- Ce bilan, inverse entre les communes et l'EPCI, peut donc « évoluer » en fonction :
 - Du dynamisme des produits transférés c'est à dire de la croissance à venir des produits fiscaux dévolue à l'EPCI ...
Toutefois les communes sont **insensibilisées en cas de baisse des produits fiscaux** (sauf modification des AC – cf infra) ;
Les déménagements d'entreprises au sein du territoire intercommunal sont neutralisés.
 - Du volume et du dynamisme des charges transférées par les communes
 - Des dépenses nouvelles réalisées par la CC sur ses compétences
 - Des reversements financiers vers les communes de type DSC ou fonds de concours.

- Concrètement, l'évaluation des transferts de charges est réalisée sur la base des travaux de la Commission locale d'évaluation des charges transférées (CLECT), à laquelle **chaque commune doit être représentée.**
- Cette commission prépare, dans les 9 mois suivant le transfert, un rapport d'évaluation des charges transférées valant avis consultatif. Dans ce rapport, elle précise la méthodologie retenue pour l'évaluation des charges (durées de référence, modalités de transfert de la dette, etc.).
- L'évaluation qui ressort des travaux de la CLECT doit ensuite être entérinée :
 - par délibérations concordantes de la majorité qualifiée des conseils municipaux (règle des 2/3-1/2, avec accord de la commune la plus peuplée si sa population représente plus d'un quart de la population totale), prises dans un délai de trois mois à compter de la transmission du rapport de CLECT au conseil municipal ;
 - par le conseil communautaire à la majorité simple.



- Le montant des retenues sur attributions de compensation liées aux transferts de compétences est donc déterminé à partir des travaux de la CLECT. Le conseil communautaire peut toutefois s'en écarter pour la fixation des retenues définitives.
- Le travail d'évaluation est donc mené sur deux aspects :
 - **L'évaluation des dépenses de fonctionnement** : « d'après leur coût réel dans les budgets communaux lors de l'exercice précédant le transfert (...) ou dans les comptes administratifs des exercices précédant ce transfert », ce coût étant en outre « réduit, le cas échéant, des ressources afférentes » aux charges transférées.
 - **L'évaluation des dépenses d'investissement** : « sur la base d'un coût moyen annualisé (qui) intègre le coût de réalisation ou d'acquisition de l'équipement ou, en tant que de besoin, son coût de renouvellement (...), les charges financières et les dépenses d'entretien », l'ensemble de ces éléments étant appréciés « sur une durée normale d'utilisation et ramené à une seule année » et ce coût étant également « réduit, le cas échéant, des ressources afférentes » aux charges transférées => cela s'assimile à un calcul d'amortissement et correspond donc à un transfert d'épargne brute de la commune à l'EPCI.

=> En parallèle, l'encours de dette correspondant à la compétence doit être transféré à l'EPCI.

- ✓ En effet, **l'amortissement technique** (constat de l'usure annuelle du patrimoine et financement du renouvellement du bien) **correspond aussi à un amortissement financier**. En clair, la dotation aux amortissements (épargne brute) sert à financer l'annuité en capital de la dette souscrite pour financer le bien. **Transférer l'épargne brute sans transférer l'encours de dette restant dû sur le bien transféré produirait un déséquilibre pour les communes**, qui continueraient à payer le bien (annuité de la dette) sans l'épargne brute correspondante.
- ✓ il y a transfert des encours et donc des contrats de dette afférents à l'EPCI ou bien parfois « reconstitution de la dette » avec dans ce cas un impact sur le calcul de l'AC.

- Trois dispositifs permettent de s'écarter des règles édictées par le CGI pour la détermination de l'AC.

1. **La révision unilatérale** : il s'agit d'une révision opérée **sans accord entre l'EPCI et la commune intéressée**. Cette procédure est **limitée à seulement deux cas** :

2. **La révision individualisée** : cette disposition permet de réduire les AC d'une partie des communes membres lorsque les communes concernées **disposent d'un potentiel financier par habitant supérieur de plus de 20 % au potentiel financier par habitant moyen de l'ensemble des communes membres**.

3. **La révision libre** : cette procédure peut être mise en œuvre en permanence. Si aucune règle n'est posée pour la détermination de l'AC, en revanche des règles strictes encadrent les conditions d'adoption et cela conduit à ce que souvent cette révision soit quasiment définitive car pour revenir en arrière, les mêmes conditions de vote sont requises...

| Sources juridiques | Conditions | Règles de calcul | Conditions de majorité |
|-----------------------------------|--|--|--|
| V- 1° du 1609 nonies C du CGI | En cas de diminution des bases conduisant à une réduction du produit fiscal communautaire | Réduction (a priori proportionnelle) des AC | Majorité simple du conseil communautaire |
| V- 5° du 1609 nonies C du CGI | En cas de fusion (sur les 3 premières années) | Variations individuelles des AC comprises entre +/- 30% et plafonnées à +/- 5% des RRF | Majorité des 2/3 du conseil communautaire |
| V- 7° du 1609 nonies C du CGI | | Réduction des AC des communes dont le potentiel financier > +20% de la moyenne du territoire dans la limite de -5% | Majorité qualifiée (2/3-1/2) des conseils municipaux |
| V- 1° bis du 1609 nonies C du CGI | Imputer une partie des coûts renouvellement en section d'investissement | Calcul devant reprendre les règles du coût annualisé net d'équipement figurant au IV du 1609 nonies C du CGI | Majorité des 2/3 du conseil communautaire + délibérations des communes intéressées * |
| | Aucune | Révision libre en tenant compte d'un rapport de CLECT | |

*communes intéressées = selon la DGCL (2019) il s'agit des « communes qui ont indiqué leur souhait de réviser librement le montant de leur AC en accord avec leur EPCI ». Seules ces communes sont invitées à ce prononcer. Le refus de l'une d'elles n'empêche pas la révision des AC des autres communes qui ont donné leur accord à cette révision.

DEUXIEME PARTIE

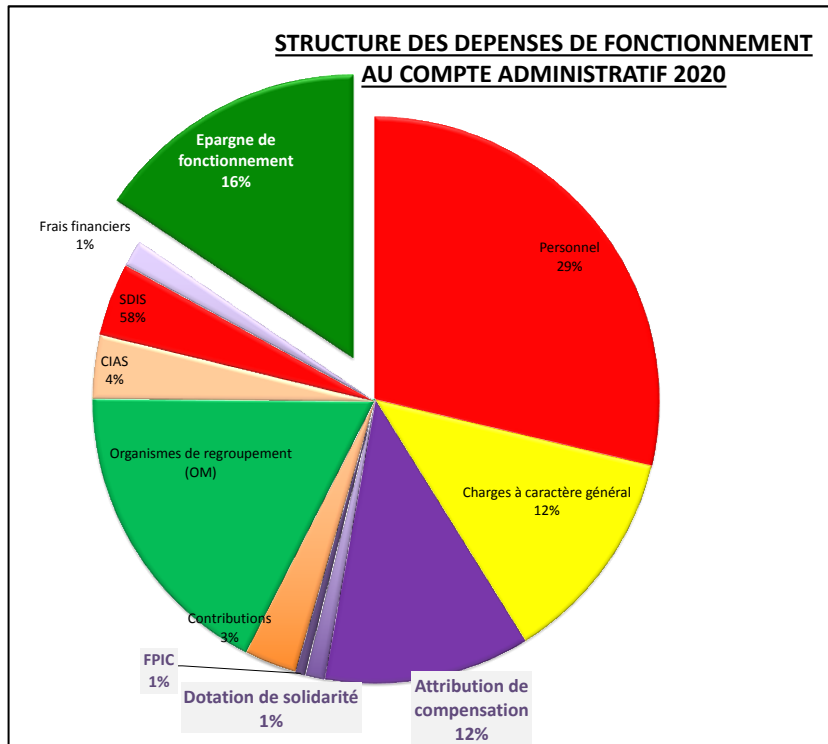
NIVEAU DES AC SUR LE TERRITOIRE



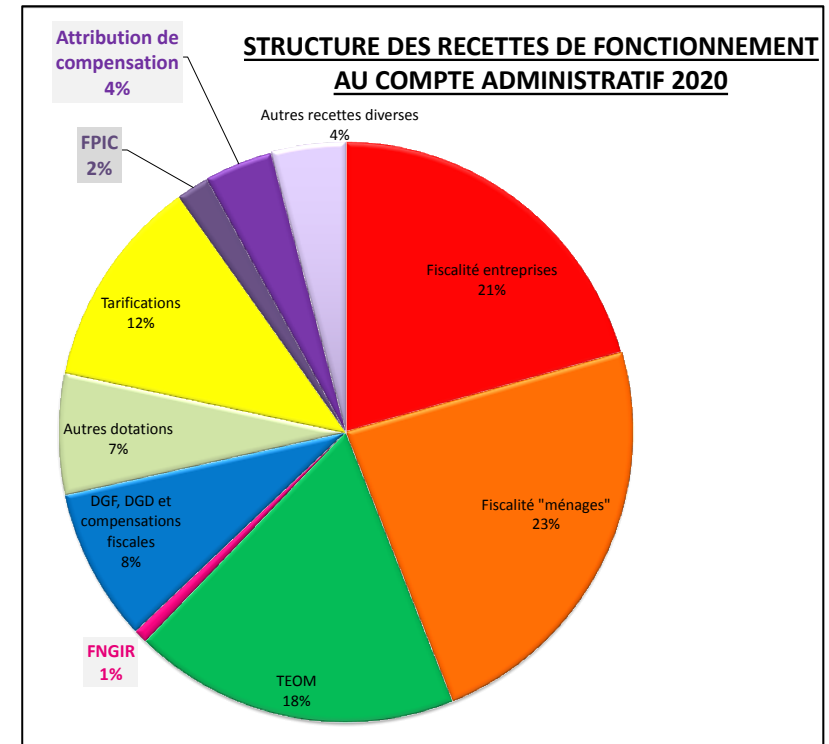
Part des AC dans la structure des dépenses et recettes de fonctionnement de l'EPCI

Les **prélèvements sur fiscalité** représentent **14%** des dépenses de fonctionnement figurant au CA 2020 et parmi ces 14%, l'essentiel est constitué des **AC positives reversées aux communes (12%)**.

=> un niveau qui ne rigidifie pas les dépenses



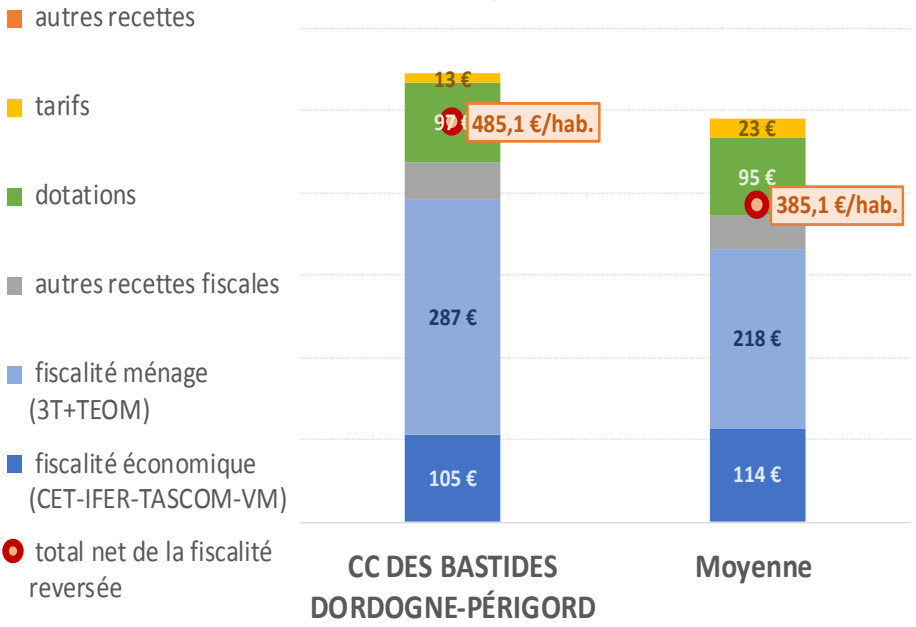
Les **AC reversées par les communes à l'EPCI** ne représentent que **4%** des recettes de fonctionnement figurant au CA 2020.



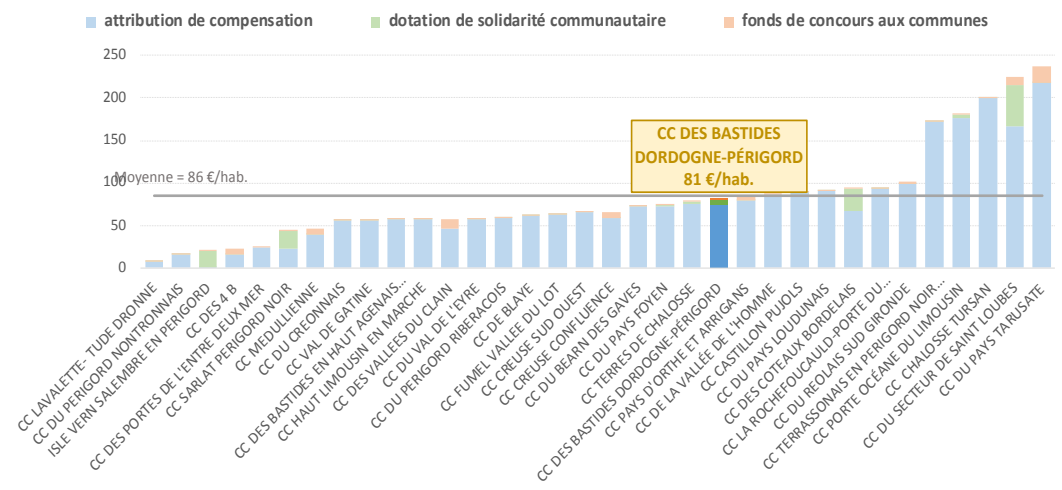
Le niveau d'AC renvoyé aux communes est dans la moyenne

- Le niveau des AC reversées par la CC aux communes se révèle dans la moyenne de l'échantillon alors que la fiscalité est plutôt plus forte : **des transferts importants ont été opérés.**

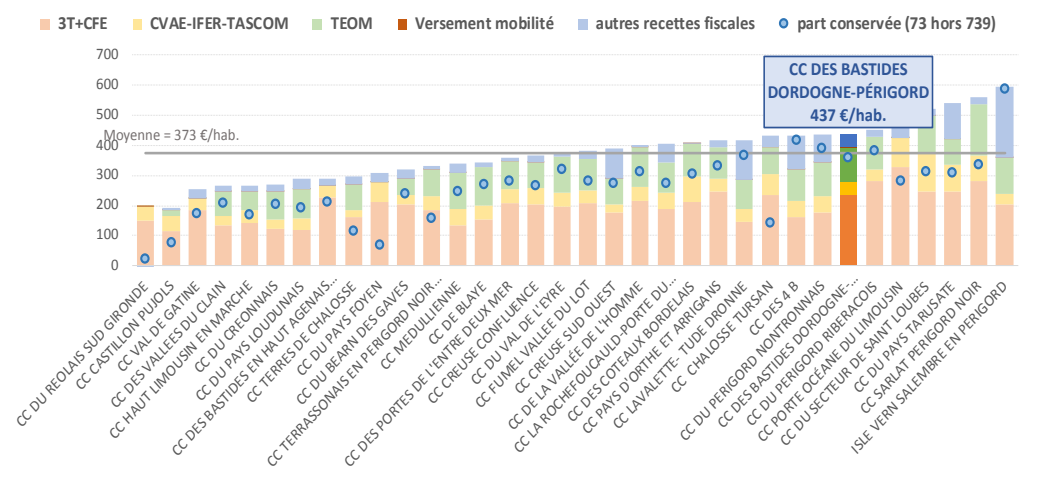
Décomposition des recettes réelles de fonctionnement par nature en 2020 (BP + BA OM hors flux croisés en €/hab.)



Reversements communautaires mis en œuvre en 2020 (en €/hab.)



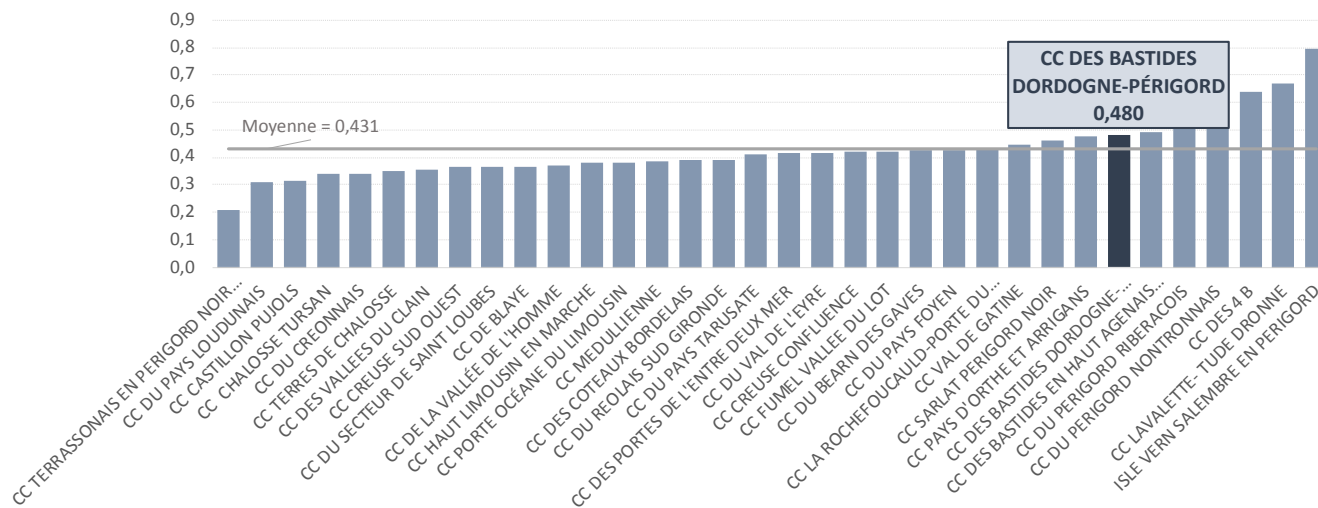
Recettes fiscales 2020 (BP + BA OM, en €/hab.)



... Et marque une intégration communautaire forte

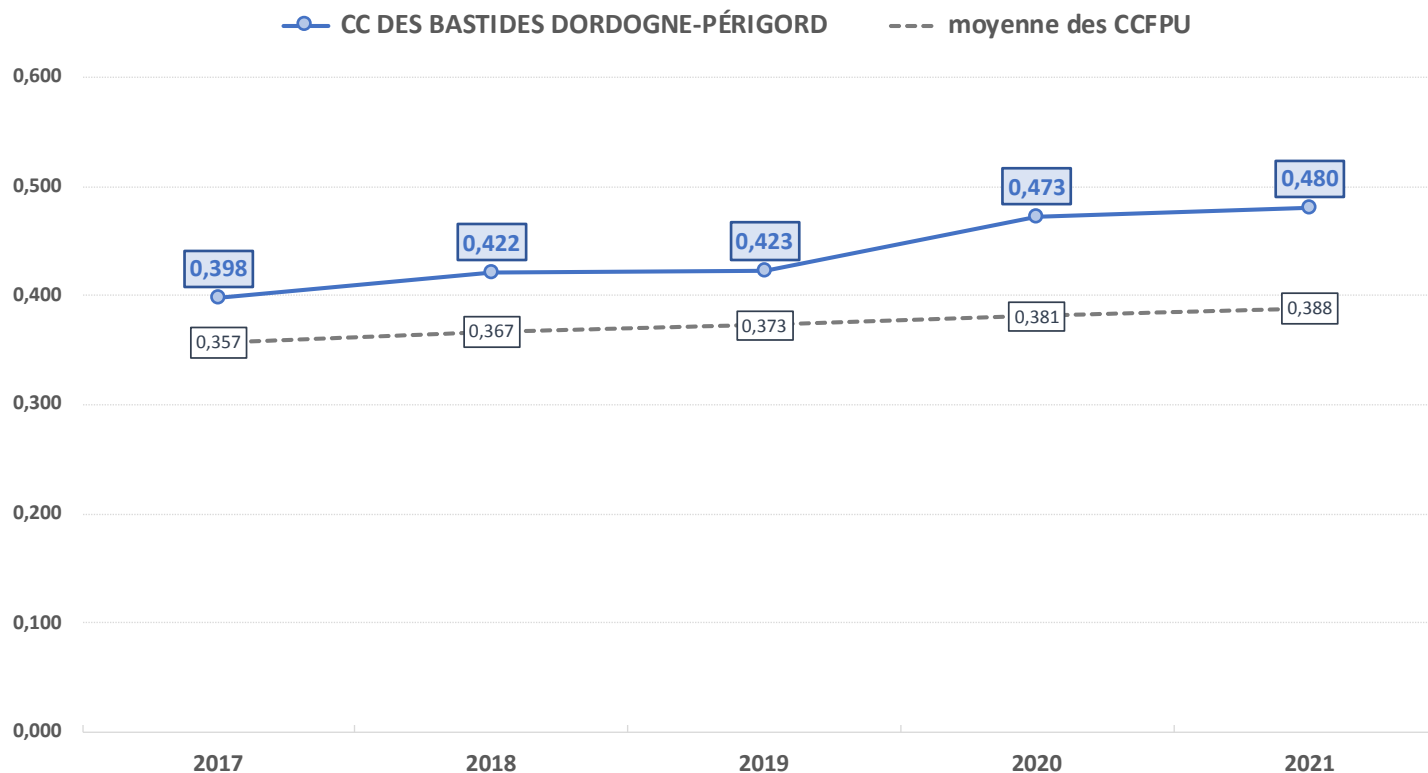
- En effet, le niveau des AC reversées par un EPCI peut être minoré par une intégration communautaire forte
 - l'exercice d'un nombre important de compétences à l'échelle intercommunale, issues de transferts des communes plus ou moins marqués en charges transférées, conduit à une majoration des retenues sur AC et donc à une baisse des reversements d'AC aux communes. Ce niveau d'intégration est mesuré par un indicateur appelé CIF (coefficient d'intégration fiscale) : au-delà de la composante fiscale de cet indicateur, un CIF élevé est généralement le reflet de transferts de charges importants, qui rognent les reversements d'AC. Le niveau de CIF est donc plus ou moins inversement proportionnel au niveau des reversements d'AC.
- Dans le cas présent, le CIF se situant à un niveau élevé de 48%, c'est l'intégration communautaire qui explique le niveau de reversement moyen d'AC alors que la composante « fiscale » de l'AC initiale est importante.

Coefficient d'intégration fiscale (CIF) 2021 des EPCI comparables



- Progression récente du coefficient d'intégration fiscale qui fait intervenir deux facteurs :
 - Les transferts (cf. ci-après)
 - La fiscalité et notamment l'institution récente d'un taux de foncier bâti communautaire.

Evolution du coefficient d'intégration fiscale (CIF) sur la période 2017-2021



TROISIEME PARTIE

HISTORIQUE DES COMPETENCES TRANSFEREES ET DE LEUR IMPACT SUR L'ATTRIBUTION DE COMPENSATION

DEPUIS LA FUSION

FUSION ET ADOPTION DE LA FISCALITE PROFESSIONNELLE UNIQUE – FIXATION DES AC FISCALES

- La Communauté de communes Bastides Dordogne Périgord est née au 1^{er} janvier 2013 de la fusion de 5 communautés de communes dont une à fiscalité professionnelle unique (le Bassin Lindois) et les autres à fiscalité additionnelle (Pays Beaumontois, Cadouin, Entre-Dordogne-et-Louyre et Monpazierois).
 - Les attributions de compensation initiales reprenaient :
 - ✓ La fiscalité économique transférée (CFE, CVAE, TASCUM, IFER, compensations afférentes etc.)
 - ✓ Mais cette part était corrigée du produit de fiscalité ménages levée auparavant par les CC qui était restitué* aux communes dans le cadre d'une recherche de la neutralité fiscale.

| <i>Montants en k€</i> | ex-CC Fiscalité économique | ex-CC - Déduction fisca. additionnell e ex-EPCI | ex-CCPV - AC | ex-CCPV - Neutralité fiscale | TOTAL AC fiscale adoption FPU |
|-------------------------|----------------------------------|--|--------------------|---------------------------------------|-------------------------------------|
| ALLES-SUR-DORDOGNE | 34 960,8 | -65 992,0 | | | -31 031,2 |
| BADEFOLS-SUR-DORDOGNE | 38 789,9 | -38 028,7 | | | 761,2 |
| BANEUIL | 393 866,0 | -23 518,6 | | | 370 347,4 |
| BAYAC | 11 501,0 | -67 859,3 | | | -56 358,3 |
| BEAUMONTOIS EN PERIGORD | 96 612,9 | -494 985,2 | | | -398 372,3 |
| BIRON | 10 561,0 | -37 143,7 | | | -26 582,7 |
| BOUILLAC | 8 216,8 | -16 787,8 | | | -8 570,9 |
| BOURNIQUEL | 1 797,5 | -21 048,6 | | | -19 251,1 |
| LE BUISSON-DE-CADOUIN | 228 237,3 | -350 060,0 | | | -121 822,8 |
| CALES | 88 136,1 | -80 580,3 | | | 7 555,9 |
| CAPDROT | 24 051,5 | -76 746,4 | | | -52 695,0 |
| CAUSE-DE-CLERANS | 33 289,3 | -7 649,7 | | | 25 639,6 |
| COUZE-ET-SAINT-FRONT | 0,0 | -17 478,8 | | | -17 478,8 |
| GAUGEAC | 3 971,0 | -23 331,5 | | | -19 360,5 |
| LALINDE | 0,0 | 823 884,4 | | | 823 884,4 |
| LANQUAIS | 0,0 | -14 478,3 | | | -14 478,3 |
| LAVALADE | 2 775,7 | -15 846,5 | | | -13 070,8 |
| LIORAC-SUR-LOUYRE | 38 528,9 | -9 118,5 | | | 29 410,4 |
| LOLME | 3 360,9 | -22 626,7 | | | -19 265,8 |
| MARSALES | 13 896,3 | -49 562,4 | | | -35 666,2 |
| MAUZAC-ET-GRAND-CASTANG | 145 171,0 | -19 602,3 | | | 125 568,7 |

*restitution sous la forme d'une capacité à relever ses taux communaux à proportion de la baisse du taux additionnel communautaire



FUSION ET ADOPTION DE LA FISCALITE PROFESSIONNELLE UNIQUE – FIXATION DES AC FISCALES

Montants en k€

| | ex-CC Fiscalité économique | ex-CC - Déduction fisca. additionnell e ex-EPCI | ex-CCPV - AC | ex-CCPV - Neutralité fiscale | TOTAL AC fiscale adoption FPU |
|---------------------------|----------------------------------|--|--------------------|---------------------------------------|-------------------------------------|
| MOLIERES | 16 003,8 | -83 056,0 | | | -67 052,2 |
| MONPAZIER | 48 657,8 | -101 720,4 | | | -53 062,6 |
| MONSAC | 6 149,8 | -54 434,4 | | | -48 284,6 |
| MONTFERRAND-DU-PERIGORD | 4 983,1 | -49 222,6 | | | -44 239,5 |
| NAUSSANNES | 6 061,3 | -56 102,3 | | | -50 041,0 |
| PEZULS | 19 055,4 | -4 917,5 | | | 14 137,9 |
| PONTOURS | 11 826,3 | -31 776,7 | | | -19 950,4 |
| PRESSIGNAC-VICQ | 49 246,7 | -12 559,3 | | | 36 687,4 |
| RAMPIEUX | 4 106,5 | -44 168,5 | | | -40 062,0 |
| SAINT-AGNE | 108 975,2 | -12 243,2 | | | 96 732,0 |
| SAINT-AVIT-RIVIERE | 4 109,7 | -22 051,2 | | | -17 941,5 |
| SAINT-AVIT-SENIEUR | 13 219,3 | -117 855,5 | | | -104 636,3 |
| SAINT-CAPRAISE-DE-LALINDE | 447 049,7 | -21 849,9 | | | 425 199,8 |
| SAINT-CASSIEN | 1 408,4 | -10 810,6 | | | -9 402,1 |
| SAINTE-CROIX | 3 212,5 | -34 806,0 | | | -31 593,6 |
| SAINT-FELIX-DE-VILLADEIX | 77 917,4 | -11 079,1 | | | 66 838,3 |
| SAINTE-FOY-DE-LONGAS | 29 275,0 | -8 118,7 | | | 21 156,3 |
| SAINT-MARCEL-DU-PERIGORD | 23 183,1 | -5 752,5 | | | 17 430,6 |
| SAINT-MARCORY | 974,6 | -8 217,2 | | | -7 242,5 |
| SAINT-ROMAIN-DE-MONPAZIER | 1 685,3 | -11 130,0 | | | -9 444,7 |
| SOULAURES | 1 526,3 | -11 989,9 | | | -10 463,6 |
| TREMOLAT | | | 98 128,0 | -26 355,0 | 71 773,0 |
| URVAL | 15 505,1 | -29 665,5 | | | -14 160,5 |
| VARENNES | 0,0 | -5 780,9 | | | -5 780,9 |
| VERDON | 8 351,9 | -1 893,0 | | | 6 458,9 |
| VERGT-DE-BIRON | 6 247,5 | -39 299,8 | | | -33 052,3 |
| TOTAL | 2 086 455,6 | -1 419 061,8 | 98 128,0 | -26 355,0 | 739 166,8 |



AR Prefecture
024 200034833 20211214 2021_12_14_21 DE
Reçu le 17/12/2021
Publié le 17/12/21

RESTITUTION OU PRISE DE COMPETENCES SUCCESSIVES AU COURS DU TEMPS ET AJUSTEMENT DES AC

- Depuis le 1^{er} janvier 2013, la CC Bastides Dordogne Périgord s'est d'abord attelé à **harmoniser les compétences entre cinq anciens territoires très différemment intégrés.**
- Elle a en outre **étendu certaines compétences et les a élargies au fil du temps.**
- Chaque fois l'EPCI a établi chaque fois conformément à la loi une évaluation des charges transférées dont les rapports de CLECT (commission locale d'évaluation des charges transférées) se sont fait l'écho.

2015 – «dé transferts »

- SDIS
- Ecoles
- Périscolaire
- Voirie
- Subventions
- Transports scolaires
- SMEM
- Chemins de randonnées
- ...

2016 - transferts

- Voirie
- Documents d'urbanisme

2017 – transferts et dé transferts

- Entretien des bourgs
- Voirie

2018 – transferts et détransferts

- SDIS
- Voirie
- Scolaires
- La Guillou
- ...

2019

- Canal
- Voirie

2020

- Voirie



PRISE DE COMPÉTENCES SUCCESSIVES AU COURS DU TEMPS ET AJUSTEMENT DES AC

Transfert de 2015

| | |
|----------------------------------|------------|
| SDIS | 116 378 € |
| Ecoles | 517 579 € |
| Périscolaires et TAP | 124 659 € |
| Voirie | 326 605 € |
| Subventions | 38 460 € |
| Transports scolaires | 20 936 € |
| SMEM (Méthode 2) | 10 933 € |
| Chemins de randonnée | 20 447 € |
| Espaces verts | 104 291 € |
| Bâtiments | 85 045 € |
| Equipements sportifs (méthode 2) | 18 602 € |
| AC OM dérogatoire | 11 017 € |
| Urbanisme dérogatoire | (21 900) € |

1 373 052 €

Transferts de 2016

| | |
|--|-------------|
| Voirie et documents d'urbanisme (à préciser) | (204 866) € |
|--|-------------|

(204 866) €

Transferts de 2017

| | |
|-----------------|------------|
| Entretien bourg | 67 550 € |
| Voirie | (35 861) € |
| Autres | 185 311 € |

217 000 €

Transferts de 2018

| | |
|---|-------------|
| SDIS 2017 | (556 722) € |
| Médiathèque | 51 793 € |
| Voirie | (18 884) € |
| Scolaires | (33 039) € |
| La Guillou | (138 741) € |
| ASHL | (72 155) € |
| Enfants de + de 6 ans Le Coux et Audrix/ Belves | (11 288) € |

(779 036) €

Transferts de 2019

| | |
|--------|------------|
| voirie | (12 850) € |
|--------|------------|

(12 850) €

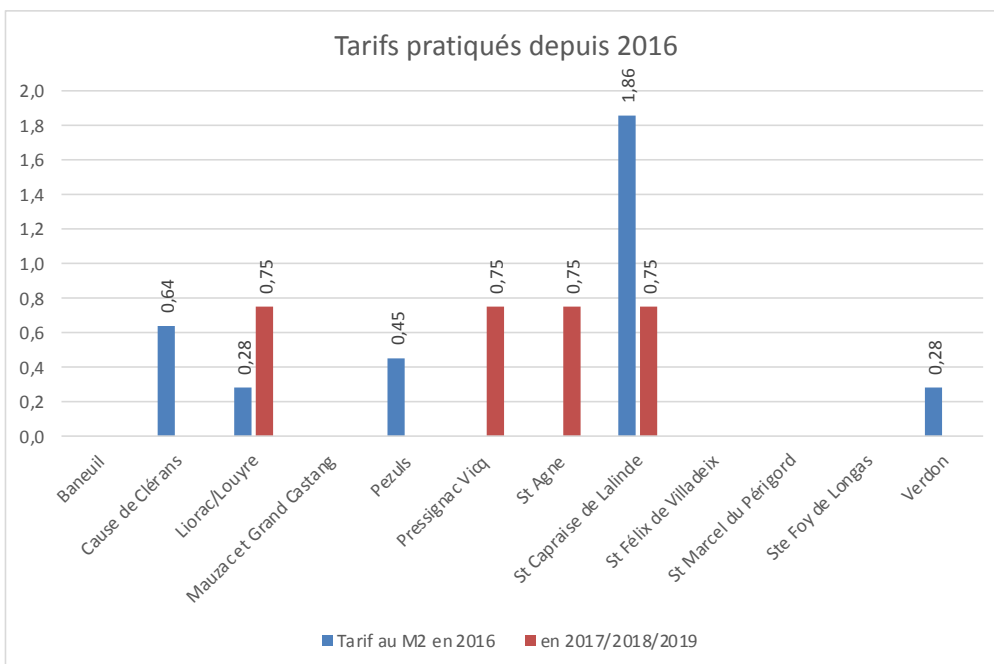
Transferts de 2020

| | |
|-------|-------------|
| canal | (126 506) € |
|-------|-------------|

(126 506) €

Environ 450 k€ de transferts de charges jusqu'en 2020

- Pour la compétence voirie, une valorisation avait été entreprise de façon à harmoniser la compétence à l'échelle de la communauté fusionnée.
 - Les communes qui ont souhaité transférer une partie de leur voirie à partir de 2016, l'ont fait sur la base des tarifs identifiés dans leurs comptes (déclaratif) en valeurs 2011. Des charges supports (pour tenir compte de l'absence d'atelier) avaient été introduites également.
 - Les communes qui ont transféré leur voirie à compter de 2017, l'ont fait sur la base du coût extériorisé au m² par la communauté de communes.

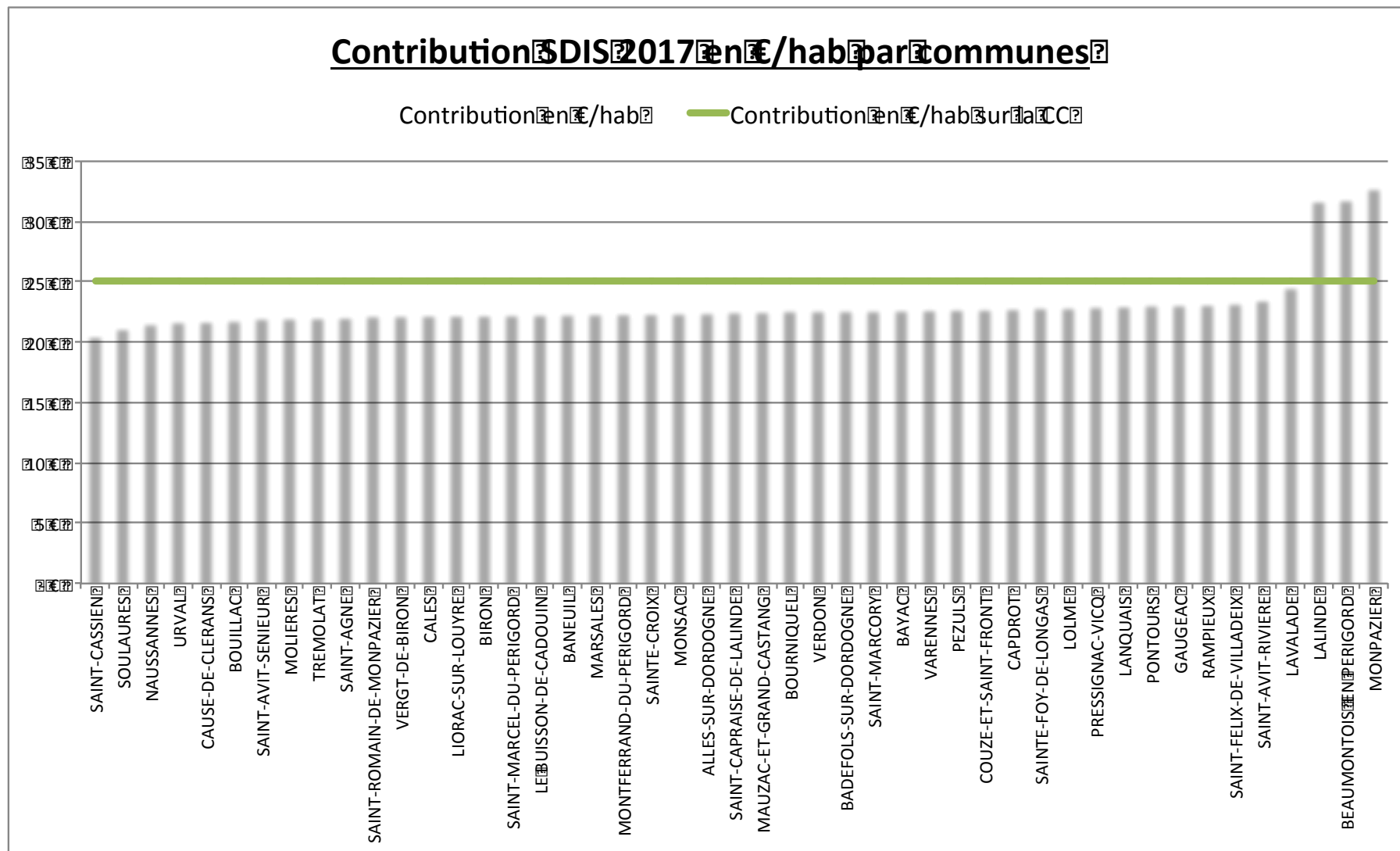


- Au total :
 - ✓ **210 k€** ont été valorisés depuis 2016 pour la prise de compétence voirie sur les 7 communes de Cause-de-Clerans, Liorac-sur-Louyre, Pezuls, Pressignac Vicq, Saint-Agne, Saint-Capraise-de-Lalinde et enfin Verdon.

- Cette compétence a été évoquée et valorisée en 2015.

- La CLECT avait opté pour la facturation aux communes ayant financé/initié la révision de leurs documents d'urbanisme
 - ✓ Cela concernait Cause-de-Clerans (carte communale pour 7 800 €), Lalinde (révision PLU pour 7 800 €) et enfin Couze (PLU en cours pour 6 300 €).
 - ✓ Soit au total une valorisation de **22 k€.**
- La CLECT a suivi la logique de la fiscalité professionnelle unique et avait fait le choix, pour les communes qui n'affichaient pas de dépenses (ou du moins pas de dépenses engagées ou initiées par les conseils municipaux), de ne pas retenir de charges transférées.

- A compter du 1^{er} janvier 2018, la communauté a repris* la compétence **« contribution au budget du Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS) »**.
 - Cette compétence se présente avant tout sous la forme d'une contribution annuelle appelée en fonctionnement sur les budgets communaux.
 - Aussi, la charge transférée est-elle appréciée sur la base du montant n-1 (c'est-à-dire de l'année 2017) acquitté par les communes.
- ⇒ **Un montant de 557 k€ a réduit la somme des AC versées aux communes.**
- La CLECT de 2018 s'était interrogée sur l'imputation de la charge au niveau des communes :
 - ✓ à raison du montant payé en 2017 par chacune des communes
 - ✓ ou en appliquant le montant moyen en €/hab à l'ensemble des communes.
 - Cela aurait permis à l'ensemble des communes de supporter la charge des casernes présentes sur 3 d'entre elles => prise en compte de la centralité.
- ⇒ La première option avait été retenue.



COMPÉTENCE ORDURES MENAGERES - AJUSTEMENTS

- Au moment de la fusion, les trois communautés du Pays Beaumontois, Cadouin et du Monpazierois ainsi que les communes de Lalinde, Pezuls et Baneuil appartenaient au SMICTOM (devenu SYGED) au titre la compétence collecte. Aucun transfert ne devait être calculé et ne l'avait été.
- Pour les autres communes, les choses étaient différentes : en 2012, la compétence était communale. Suite à la fusion, elle est devenue communautaire avec des modes de gestion différents, de la délégation à la régie, en fonction des territoires communaux.
 - Le cabinet et la communauté, à partir d'un questionnaire, avaient fait une première évaluation des transferts de charges à ce titre. Les montants avaient été retenus par la CLECT à l'époque => **le service était globalement sur-financé :**
 - ✓ Retour vers les communes de **74 k€**

| CC d'origine | Communes |
|--------------|----------|
|--------------|----------|

| | |
|-------|---------------------------|
| CCBL | COUZE-ET-SAINT-FRONT |
| CCBL | LALINDE |
| CCBL | LANQUAIS |
| CCBL | VARENNES |
| CCEDL | BANEUIL |
| CCEDL | CAUSE-DE-CLERANS |
| CCEDL | LORAC-SUR-LOUYRE |
| CCEDL | MAUZAC-ET-GRAND-CASTANG |
| CCEDL | PEZULS |
| CCEDL | PRESSIGNAC-VICQ |
| CCEDL | SAINT-AGNE |
| CCEDL | SAINT-CAPRAISE-DE-LALINDE |
| CCEDL | SAINT-FELIX-DE-VILLADEIX |
| CCEDL | SAINT-MARCEL-DU-PERIGORD |
| CCEDL | SAINTE-FOY-DE-LONGAS |
| CCEDL | VERDON |

| | |
|--------------|--|
| TOTAL | |
|--------------|--|

| Ordures ménagères - Chiffres 2012 retenus par la CLECT | | |
|---|----------|-------|
| Recettes (TEOM) | Dépenses | Solde |

| | | |
|----------|----------|------------------|
| 85 114 € | 60 880 € | 24 234 € |
| 33 483 € | 32 600 € | 883 € |
| 31 988 € | 24 883 € | 7 105 € |
| 13 562 € | 18 192 € | - 4 630 € |
| 13 004 € | 15 674 € | - 2 670 € |
| 56 442 € | 56 793 € | - 351 € |
| 35 844 € | 18 966 € | 16 878 € |
| 35 011 € | 16 137 € | 18 874 € |
| 54 565 € | 54 046 € | 519 € |
| 28 181 € | 23 013 € | 5 168 € |
| 14 301 € | 9 716 € | 4 585 € |
| 24 702 € | 23 331 € | 1 371 € |
| 6 002 € | 4 444 € | 1 558 € |

| | | |
|------------------|------------------|-----------------|
| 432 199 € | 358 676 € | 73 523 € |
|------------------|------------------|-----------------|

- Soulignons que très vite, la CC s'était aperçue de la croissance des coûts du service.
 - En 2014, malgré l'évolution du coût du service et la nouvelle répartition de celui-ci, les AC n'avaient pas été modifiées
 - En 2015, le choix est fait :
 - ✓ D'une régularisation en fonction du coût réel du service par commune observé par la communauté en 2014
 - ✓ D'une régularisation en fonction des choix sur le taux de taxe d'enlèvement des ordures ménagères
- En 2016, la charge ou l'excédent sur la compétence, régularisés en 2015, n'est plus retenue dans l'attribution de compensation. Les communes concernées rejoignent ainsi les autres membres de la communauté qui, sur la compétence ordures ménagères, fonctionne comme une boîte aux lettres entre la perception de la taxe et le reversement aux syndicats.
 - En 2016, la compétence OM a été confiée au SMD3 et il a été décidé, dans la mesure où celui-ci se finance par la TEOM (et équilibre ainsi le service) d'annuler la valorisation de la compétence dans l'AC pour les 16 communes concernées.

- La base de loisirs de La Guillou, située sur la commune de Lalinde, a été transférée à la communauté au 1^{er} janvier 2018.
 - C'est un équipement qui repose sur 7 bâtiments et une piscine
 - Et qui comprend deux catégories d'activités : sur la base et sur la piscine
 - La méthode proposée a permis de valoriser :
 - le fonctionnement direct de la base de loisirs ou de la piscine à hauteur de 91 014 € (moyenne des coûts identifiés en 2016 et 2017).
 - La somme des intérêts annualisés soit 4 374 €.
 - Un coût annualisé pour les équipements et le mobilier à hauteur de 43 354 €.
 - ✓ Calculé sur le fondement de l'état de l'actif, d'une durée de vie => dotation aux amortissements.
- ⇒ **Soit un total proposé à hauteur de 139 k€, montant porté intégralement dans l'AC de Lalinde.**

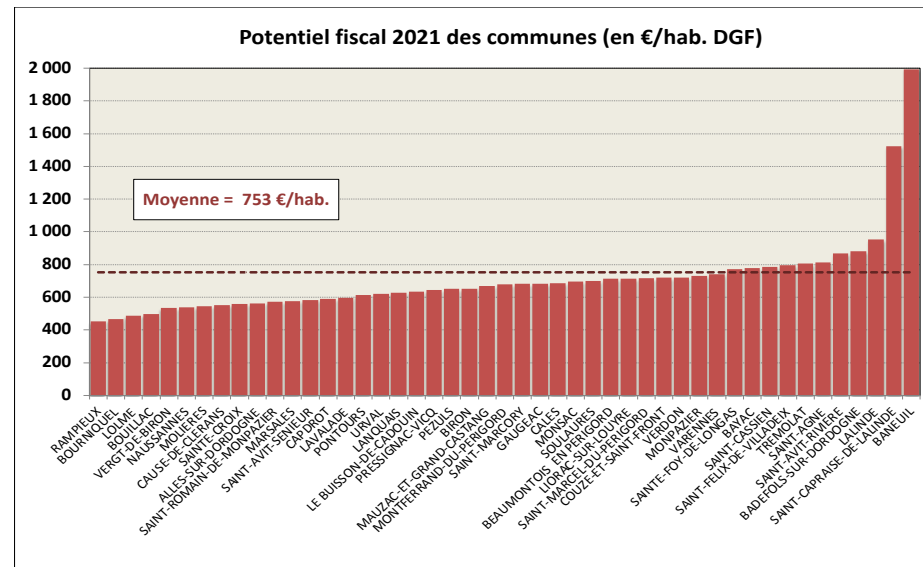
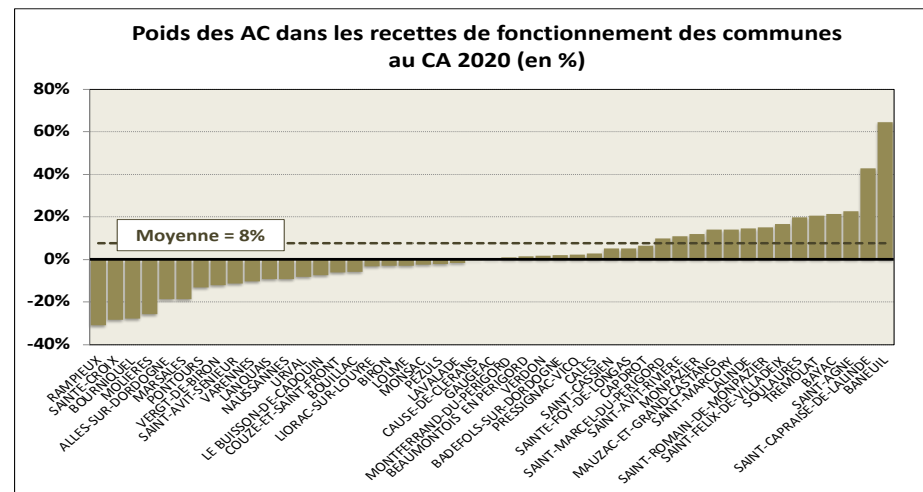
- La communauté se substitue aux communes dans le syndicat du canal qui lui-même disparaît.
 - L'Etat a souhaité confier la gestion du Canal à la communauté de communes - reprise au 1^{er} janvier 2020.
 - La valorisation dans les attributions de compensation correspond aux contributions budgétaires appelées sur les communes en n-1.
 - Soit un montant total de **127 k€ dans les AC** (16 k€ sur Mouleydier pris en charge par la CAB)

| Commune | Participations 2019 |
|-------------------------|------------------------|
| Baneuil | 24 171.67 € |
| Lalinde | 55 250.34 € |
| Mauzac et Grand Castang | 19 955.63 € |
| Mouleydier | 16 452.04 € |
| St Capraise de Lalinde | 27 129.32 € |
| TOTAL | 142 959.00 € |

RECAPITULATIF GLOBAL

MONTANT DES AC A FIN 2020

- A fin 2020, les AC atteignaient :
 - 1,63 M€ en dépenses
 - 0,53 M€ en recettes
- Au compte de gestion des communes :
 - Cela donne le rapport moyen de 8% des RRF (graphique 1) avec des situations très différentes, fonction avant tout de la richesse fiscale (et donc de la fiscalité économique transférée initialement – cf graphique 2)
 - Le poids des AC est très lié à la fiscalité levée sauf pour les communes « centres bourgs ». (charges de centralité).



QUATRIEME PARTIE

EVOLUTION DE LA FISCALITE

ET EVOLUTION DE QUELQUES COUTS REELS

=> Illustration du système aux acquêts.

- Régulièrement, il est demandé par les territoires, une comparaison entre le niveau de ressources économiques transférées par les communes et figées dans l'AC et le niveau de fiscalité perçue par l'EPCI sur les communes.
 - En termes de philosophie, ce bilan tend à mettre en cause le système aux acquêts de la fiscalité professionnelle unique
 - En termes de méthode, il n'est pas si évident à mettre en œuvre au gré :
 - ✓ De la disponibilité des données
 - ✓ De la permanence des données : réformes fiscales de 2010 (taxe professionnelle - pour le Bassin Lindois), transfert de fiscalité ménages (pour les EPCI à fiscalité additionnelle), réformes fiscales de 2020/2021 (suppression TH et impôts industriels).

Néanmoins deux propositions sont faites ci-après :

1/ dynamisme des ressources fiscales de la CC de 2013 à 2020, en isolant les décisions sur les taux

2/ répartition de la richesse fiscale levée en 2013 et en 2020.

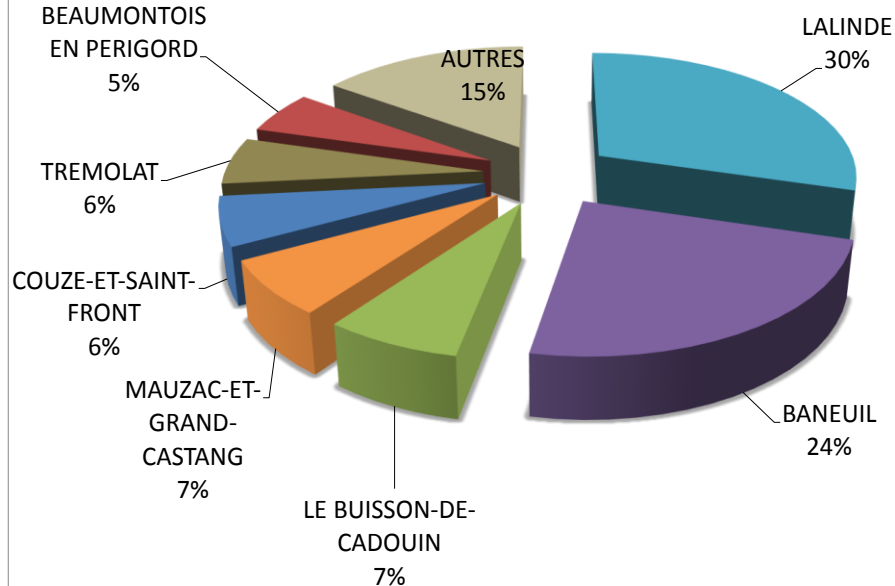
- Evolution des produits fiscaux levés par la CC de 2013 à 2020 :

Evolution des ressources transférées à la CC (à taux constants)

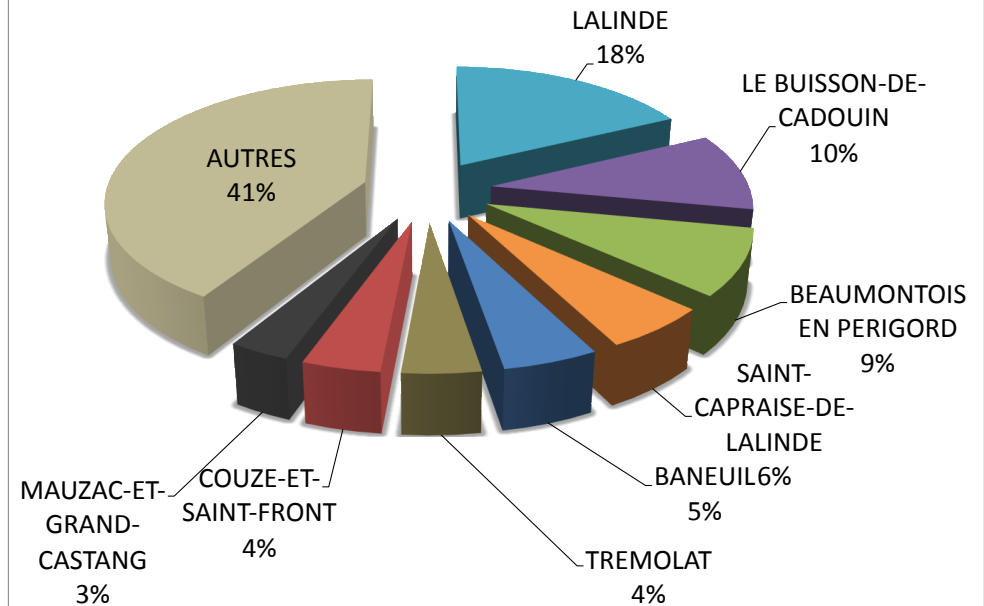
| <i>Produits fiscaux levés et compensations</i> | 2013 | 2013 avec Trémolat | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | |
|--|------------------|--------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|---------------|
| TH | 1 794 999 | 1 871 738 | 1 951 273 | 1 993 002 | 2 047 608 | 2 055 338 | 1,35% |
| TFB | 0 | | 990 217 | 1 015 169 | 1 042 642 | 1 063 506 | |
| TFNB | 33 382 | 34 571 | 35 720 | 35 276 | 37 057 | 37 457 | 1,15% |
| CFE | 1 585 327 | 1 662 708 | 1 688 189 | 1 739 948 | 1 839 597 | 1 845 209 | 1,50% |
| CVAE | 506 012 | 523 031 | 476 466 | 643 058 | 579 432 | 643 378 | 3,00% |
| IFER | 253 176 | 258 030 | 271 561 | 277 871 | 277 985 | 281 958 | 1,27% |
| TASCOM | 71 853 | 71 853 | 76 063 | 66 266 | 71 125 | 73 244 | 0,27% |
| TAFNB | 17 019 | 19 125 | 20 429 | 20 679 | 20 754 | 20 812 | 1,21% |
| FNGIR | 136 752 | 136 752 | 140 392 | 109 088 | 109 171 | 109 171 | -3,17% |
| Compensations fiscales | 184 693 | 184 693 | 181 425 | 184 022 | 230 567 | 242 604 | 3,97% |
| Compensation part salaire | 529 242 | 529 242 | 501 447 | 490 976 | 479 703 | 470 933 | -1,65% |
| DCRTP | 219 247 | 219 247 | 219 247 | 219 247 | 213 699 | 210 561 | -0,58% |
| Total | 5 331 703 | 5 510 990 | 5 562 213 | 5 779 433 | 5 906 698 | 5 990 664 | 1,20% |

- Regards sur la cotisation foncière des entreprises et sur la taxe sur le foncier bâti.
 - Un historique spécifique et une situation de la fiscalité par commune pourront être faits sur la base de la communication de vos états fiscaux 1288

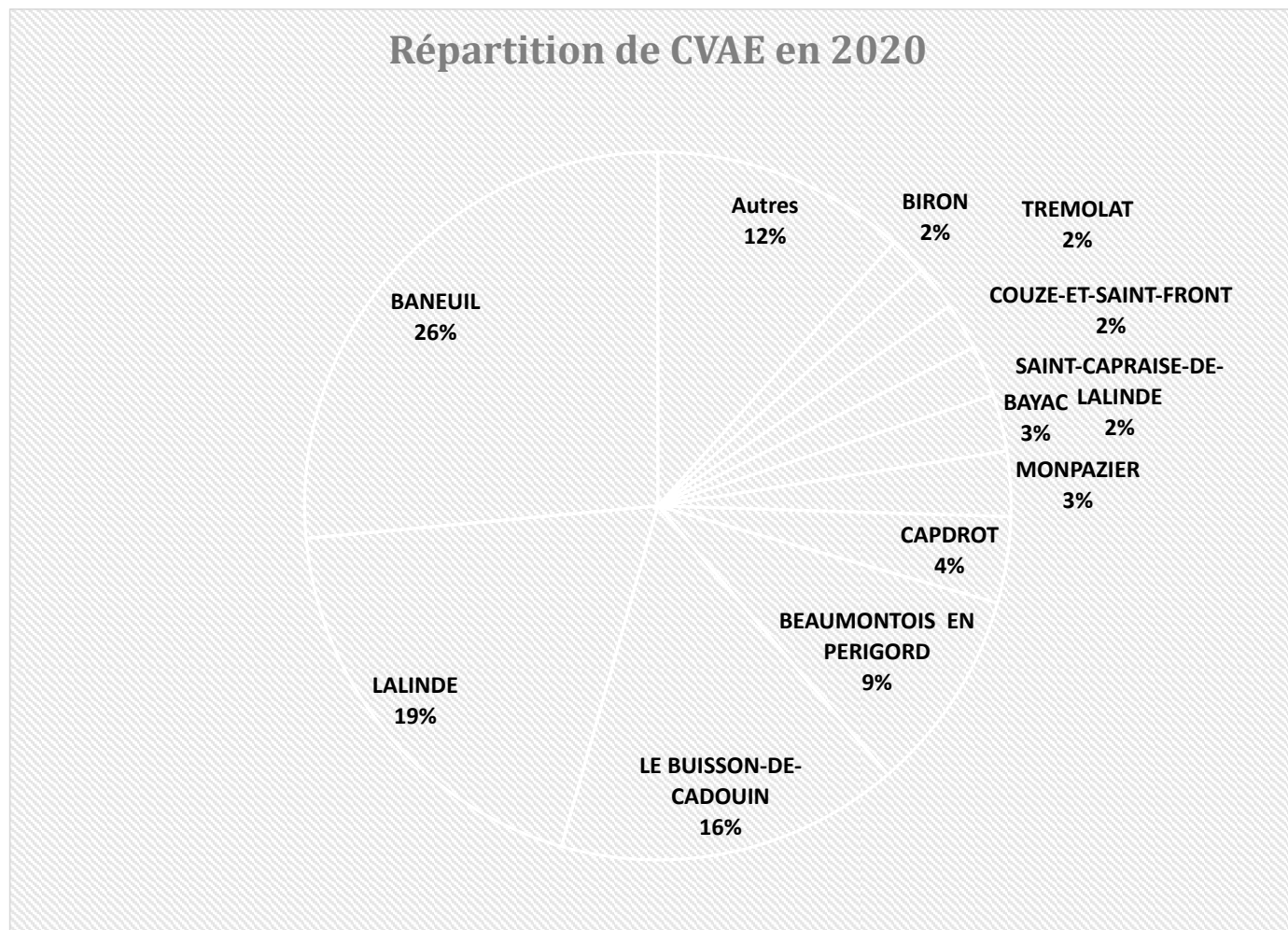
Répartition des bases de CFE 2020 sur le territoire



Répartition des bases de TFB 2020 sur le territoire



- Regards sur la CVAE



- Compétence « contribution au SDIS »

- La contribution au SDIS désormais versée par l'EPCI a connu des augmentations annuelles (du niveau de l'inflation).
- Le transfert est fait au niveau de la contribution n-1 soit un total de 557 k€ en 2017
- Aujourd'hui la CC acquitte une contribution de 576 k€.

=> Illustration de la croissance de la charge qui incombe à la CC **+ 20 k€**



- Compétence voirie : la croissance de la charge va au-delà des montants valorisés en CLECT pour les transferts de compétences :
 - Inflation de la dépenses ? (les ratios au m2 ne confortent pas ce point (0,86 euro au mètre carré aujourd'hui contre plus de 1,10 €/m2 sur les anciens territoires – CCBL, CCPB et CCC).
 - Harmonisation du niveau de services.

| en k€ | COUT NET 2016 EN FONCTIONNEMENT | COUT NET 2020 EN FONCTIONNEMENT | Variation en volume | Valorisation sur la compétence |
|--------------------------|---------------------------------|---------------------------------|---------------------|--------------------------------|
| VOIRIE EN FONCTIONNEMENT | - 1 048,18 | - 1 141,46 | - 93 | |
| VOIRIE EN INVESTISSEMENT | - 444,74 | - 939,53 | - 495 | |
| = COUT TOTAL | - 1 492,92 | - 2 080,99 | - 588 | 210 |

- **Service urbanisme :**

- Les documents d'urbanisme (compétence de la CC) figurent en investissement.
- Les dépenses ci-dessous représentent l'instruction du droit des sols qui n'est pas une compétence de la communauté (service support pour les communes).
 - ✓ Pour mémoire, le service avait été créé au moment de la fusion et le FPIC de cet exercice avait été réparti de façon dérogatoire en basculant environ 220 k€ des communes vers la communauté au titre de la couverture de cette dépense.

| en k€ | COÛT NET EN 2016 | COÛT NET EN 2020 | Variation en volume | Valorisation en CLECT |
|-----------------------------|------------------|------------------|---------------------|-----------------------|
| URBANISME EN FONCTIONNEMENT | - 237 464,77 | - 286 233,56 | - 48 769 | pas sur la période |

- Le canal :

- En fonctionnement, une année a fait progresser les dépenses de fonctionnement (151 k€ contre 143 k€ de valorisation au titre des contributions budgétaires.)
- En sus sont venues les opérations d'investissement avec un projet qui suppose la mobilisation des ressources communautaires.

- Au cours de la réunion de CLECT du 8 décembre 2021 sur la base du rapport quinquennal ci-avant, une demande a été formulée pour rendre compte de la croissance des coûts (et éventuellement des recettes afférentes) sur deux compétences :
 - La collecte et le traitement des ordures ménagères avec la particularité – évoqué ci-avant – d’une compétence valorisée pour un certain nombre de communes avant d’être « neutralisée » au moment de l’adhésion au SMD3 (communauté « boîte aux lettres »).
 - L’assainissement avec la particularité d’une absence de passage en CLECT : l’assainissement constitue un SPIC qui a vocation à s’équilibrer par le tarif.

- Ordures ménagères :

- Ci-dessous le tableau recense

- ✓ La dépense vers le syndicat

- ✓ Le produit levé

- ✓ Et le taux moyen pondéré de TEOM appliqué aux bases (augmentation de 12,97% entre 2016 et 2020 pour le taux moyen pondéré).

- Etant entendu que c'est le SMD3 qui fournit les évaluations pour le taux de TEOM et qu'en 2020, une mauvaise évaluation a conduit à un surplus de 50 k€ environ.

| | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 |
|----------------------------------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|
| Contribution ordures ménagères | 1 999 560 | 2 119 368 | 2 193 185 | 2 281 128 | 2 456 054 |
| TEOM | 2 005 150 | 2 121 398 | 2 200 002 | 2 287 544 | 2 492 777 |
| Taux moyen pondéré du territoire | 10,50% | 10,98% | 11,16% | 11,29% | 11,86% |

EVOLUTION ORDURES MENAGERES

- Détail par commune :

- ✓ NB : les bourgs centres ont enregistré une baisse du taux de TEOM liée à l'évolution du service : ramassage porte-à-porte => ramassage par conteneurs.

| Taux de TEOM appliqué | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | Δ |
|-------------------------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|
| ALLES SUR DORDOGNE | 9,41% | 9,41% | 9,55% | 9,66% | 12,40% | 31,77% |
| BADEFOLS SUR DORDOGNE | 10,50% | 10,50% | 10,65% | 10,77% | 12,40% | 18,10% |
| BANEUIL | 9,41% | 9,41% | 9,55% | 9,66% | 12,40% | 31,77% |
| BAYAC | 11,67% | 11,67% | 11,84% | 11,97% | 12,40% | 6,26% |
| BEAUMONTOIS EN PERIGORD | 13,44% | 13,44% | 13,64% | 13,79% | 12,40% | -7,74% |
| BIRON | 10,50% | 10,50% | 10,65% | 10,77% | 12,40% | 18,10% |
| BOUILLAC | 11,67% | 11,67% | 11,84% | 11,97% | 12,40% | 6,26% |
| BOURNIQUEL | 10,50% | 10,50% | 10,65% | 10,77% | 12,40% | 18,10% |
| LE BUISSON DE CADOUIN | 13,44% | 13,44% | 13,64% | 13,79% | 12,40% | -7,74% |
| CALES | 10,50% | 10,50% | 10,65% | 10,77% | 12,40% | 18,10% |
| CAPDROT | 10,50% | 10,50% | 10,65% | 10,77% | 12,40% | 18,10% |
| CAUSE DE CLERANS | 8,60% | 8,60% | 8,80% | 8,95% | 10,10% | 17,44% |
| COUZE ST FRONT | 10,00% | 10,00% | 10,20% | 10,35% | 10,10% | 1,00% |
| GAUGEAC | 10,50% | 10,50% | 10,65% | 10,77% | 12,40% | 18,10% |
| LALINDE | 13,44% | 13,44% | 13,64% | 13,79% | 12,40% | -7,74% |
| LANQUAIS | 8,60% | 8,60% | 8,80% | 8,95% | 10,10% | 17,44% |
| LAVALADE | 10,50% | 10,50% | 9,55% | 9,66% | 12,40% | 18,10% |
| LIORAC SUR LOUYRE | 8,60% | 8,60% | 8,80% | 8,95% | 10,10% | 17,44% |
| LOLME | 10,50% | 10,50% | 10,65% | 10,77% | 12,40% | 18,10% |
| MARSALES | 10,50% | 10,50% | 10,65% | 10,77% | 12,40% | 18,10% |
| MAUZAC ET GRAND CASTANG | 10,00% | 10,00% | 10,20% | 10,35% | 10,10% | 1,00% |

| Taux de TEOM appliqué | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | Δ |
|-------------------------|--------|--------|--------|--------|--------|---------|
| MOLIERES | 10,50% | 10,50% | 10,65% | 10,77% | 12,40% | 18,10% |
| MONPAZIER | 13,44% | 13,44% | 13,64% | 13,79% | 12,40% | -7,74% |
| MONSAC | 9,41% | 9,41% | 9,55% | 9,66% | 12,40% | 31,77% |
| MONTFERRAND DU PERIGORD | 11,67% | 11,67% | 11,84% | 11,97% | 12,40% | 6,26% |
| NAUSSANNES | 10,50% | 10,50% | 10,65% | 10,77% | 12,40% | 18,10% |
| PEZULS | 9,41% | 9,41% | 9,55% | 9,66% | 12,40% | 31,77% |
| PONTOURS | 10,50% | 10,50% | 10,65% | 10,77% | 12,40% | 18,10% |
| PRESSIGNAC VICQ | 8,60% | 8,60% | 8,80% | 8,95% | 10,60% | 23,26% |
| RAMPIEUX | 10,50% | 10,50% | 10,65% | 10,77% | 12,40% | 18,10% |
| ST AGNE | 8,60% | 8,60% | 8,80% | 8,95% | 10,60% | 23,26% |
| ST AVIT RIVIERE | 10,50% | 10,50% | 10,65% | 10,77% | 12,40% | 18,10% |
| ST AVIT SENIEUR | 10,50% | 10,50% | 10,65% | 10,77% | 12,40% | 18,10% |
| ST CAPRAISE DE LALINDE | 10,00% | 10,00% | 10,20% | 10,35% | 10,60% | 6,00% |
| ST CASSIEN | 10,50% | 10,50% | 10,65% | 10,77% | 12,40% | 18,10% |
| STE CROIX | 10,50% | 10,50% | 10,65% | 10,77% | 12,40% | 18,10% |
| ST FELIX DE VILLADEIX | 12,90% | 12,90% | 13,10% | 13,25% | 10,10% | -21,71% |
| STE FOY DE LONGAS | 8,60% | 8,60% | 8,80% | 8,95% | 10,10% | 17,44% |
| ST MARCEL DU PERIGORD | 8,60% | 8,60% | 8,80% | 8,95% | 10,60% | 23,26% |
| ST MARCORY | 10,50% | 10,50% | 10,65% | 10,77% | 12,40% | 18,10% |
| ST ROMAIN DE MONPAZIER | 10,50% | 10,50% | 10,65% | 10,77% | 12,40% | 18,10% |
| SOULAURES | 10,50% | 10,50% | 10,65% | 10,77% | 12,40% | 18,10% |
| TREMOLAT | 10,50% | 10,50% | 10,65% | 10,77% | 12,40% | 18,10% |
| URVAL | 9,41% | 9,41% | 9,55% | 9,66% | 12,40% | 31,77% |
| VARENNES | 8,60% | 8,60% | 8,80% | 8,95% | 10,10% | 17,44% |
| VERDON | 8,60% | 8,60% | 8,80% | 8,95% | 10,60% | 23,26% |
| VERGT DE BIRON | 10,50% | 10,50% | 10,65% | 10,77% | 12,40% | 18,10% |
| TMP | 10,50% | 10,98% | 11,16% | 11,29% | 11,86% | 12,97% |



- Assainissement : la compétence, dans ses différentes composantes que sont l'assainissement collectif, l'assainissement non collectif, a été prise au 1er janvier 2017.
 - Evolution de l'assainissement non collectif :
 - ✓ La compétence donne lieu à des prestations. Sogedo devient le prestataire unique en 2021).
 - ✓ Elle concerne 8 720 sites (et 12 841 habitants).
 - ✓ Les tarifs, votés en 2020, sont les suivants et permettent une recette globale de 136 k€ (redevance 2020).

| Collectivité | Exploitation SPANC | Périodicité de contrôle pour les ANC existants | Facturation | Coût HT contrôle de bon fonctionnement (CBF) ou diagnostic | Coût HT contrôle conception NEUF | Coût HT contrôle conception REHABILITATION | Coût HT contrôle réalisation (bonne exécution) NEUF | Coût HT contrôle réalisation (bonne exécution) REHABILITATION | Coût HT contrôle vente |
|--|--|--|-------------|--|----------------------------------|--|---|---|------------------------|
| ALLES, BADEFOLS, BOUILLAC, LE BUISSON, CALES, PONTOURS, URVAL, BANEUIL, BAYAC, COUZE, LALINDE, LANQUAIS, MAUZAC, MONSAC, ST CAPRAISE, VARENNES, BEAUMONTOIS, BOURNIQUEL, MOLIERES, MONTFERRAND, NAUSSANNES, RAMPIEUX, ST AVIT SENIEUR, STE CROIX DE BEAUMONT, CAUSE DE CLERANS, LIORAC sur LOUYRE, MONPAZIER, SAINT AGNE, SAINT FELIX DE VILLADEIX, VERDON, TREMOLAT, PEZULS, PRESSIGNAC VICQ, SAINT MARCEL DU PERIGORD et SAINTE FOY DE LONGAS BIRON, CAPDROT, GAUGEAC, LAVALADE, LOLME, MARSALES, ST AVIT RIVIERE, ST CASSIEN, ST MARCORY, ST ROMAIN DE MONPAZIER, SOULAURES et VERGT DE BIRON | Régie avec prestation de service de VEOLIA et SOGEDO | 8 ans (4 ans pour les non conformes) | Annualisée | 110 € | 100 € | 80€ | 80 € | 50€ | 120 € |

✓ Assainissement collectif :

- La compétence dépend de plusieurs modes de gestion en fonction des zones servies.
- Elle couvre 4091 abonnés soit une population de 7 725 habitants.
- Le coût de la compétence recouvre du fonctionnement (dont des dépenses de personnel – 3 agents) et des dépenses d'investissement qui dépendent d'une programmation pluriannuelle d'investissements - ici en date de la fusion mais en cours d'actualisation :
 - . 6,2 M€ prévus alors de 2017 à 2028
 - . Étant entendu que le réalisé de 2017 à 2020 correspond à 1,1 M€ en moyenne par an (soit un niveau plus élevé que la programmation initiale) et qu'il justifie l'utilisation de l'autofinancement ou encore des excédents antérieurs (pas toujours récupérés par la CC) et de la dette.

| | Secteurs desservis | Mode de gestion en 2020 |
|----------------------------|-------------------------------------|---|
| BADEFOLS | Le bourg | Régie |
| BAYAC | Le bourg | Régie avec prestations de service de la RDE24 |
| BEAUMONTOIS EN PERIGORD | Le bourg | Régie avec prestations de service de la RDE24 |
| BIRON | Le bourg | Régie (mutualisation avec la commune) |
| LE BUISSON DE CADOUIN | Le bourg du Buisson et celui de | Régie |
| CAPDROT | Le bourg | Régie |
| COUZE ET SAINT FRONT | Le bourg | Régie avec prestations de service de la RDE24 |
| LALINDE | Le centre-ville, lotissement Soleil | Régie |
| LOLME | Le bourg | Régie avec prestations de service de la RDE24 |
| MAUZAC ET GRAND CASTANG | Le bourg | Régie avec prestations de service de la RDE24 |
| MOLIERES | Le bourg | Régie avec prestations de service de la RDE24 |
| MONPAZIER | La Bastide | Régie |
| MONTFERRAND DU PERIGOR | Le bourg | Régie |
| SAINTE AVIT SENIEUR | Le bourg | Régie avec prestations de service de la RDE24 |
| SAINTE CAPRAISE DE LALINDE | Le bourg et lotissement | Régie avec prestations de service de la RDE24 |
| SAINTE FOY DE LONGAS | Le bourg | Régie (mutualisation avec la commune) |
| SAINTE SABINE BORN | Le bourg | Régie |
| TREMOLAT | Le bourg et la base nautique | Régie |
| VARENNES | Le bourg | Régie |

EVOLUTION ASSAINISSEMENT

- Les tarifs ont été fixés à hauteur de :

- . 112,40 € HT pour par la partie fixe de la redevance

- . 1,405 € HT/m3 pour la partie variable

- Ces montants ont été retenus :

- . Pour équilibrer le service

- . Pour bénéficier des subventions départementales dépendant d'un tarif minimum/

- Le choix qui a été retenu est celui d'un lissage sur 8 ans de ces tarifs (cf. modèle ci-contre)

| Part fixe | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 |
|-----------------------------------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|
| Communes de l'ex Pays Beaumontois | 119,93 | 118,85 | 117,78 | 116,70 | 115,63 | 114,55 | 113,48 | 112,40 |
| Badefols sur Dordogne | 123,43 | 121,85 | 120,28 | 118,70 | 117,13 | 115,55 | 113,98 | 112,40 |
| Biron | 42,75 | 52,70 | 62,65 | 72,60 | 82,55 | 92,50 | 102,45 | 112,40 |
| Le Buisson de Cadouin | 66,55 | 73,10 | 79,65 | 86,20 | 92,75 | 99,30 | 105,85 | 112,40 |
| Capdrot | 48,58 | 57,70 | 66,81 | 75,93 | 85,05 | 94,17 | 103,28 | 112,40 |
| Couze St Front | 79,52 | 84,22 | 88,91 | 93,61 | 98,31 | 103,01 | 107,70 | 112,40 |
| Lalinde | 88,43 | 91,85 | 95,28 | 98,70 | 102,13 | 105,55 | 108,98 | 112,40 |
| Mauzac Et Grand Castang | 79,85 | 84,50 | 89,15 | 93,80 | 98,45 | 103,10 | 107,75 | 112,40 |
| Monpazier | 101,29 | 102,88 | 104,46 | 106,05 | 107,64 | 109,23 | 110,81 | 112,40 |
| St Capraise de Lalinde | 207,25 | 193,70 | 180,15 | 166,60 | 153,05 | 139,50 | 125,95 | 112,40 |
| Ste Foy de Longas | 127,45 | 125,30 | 123,15 | 121,00 | 118,85 | 116,70 | 114,55 | 112,40 |
| Trémolat | 94,55 | 97,10 | 99,65 | 102,20 | 104,75 | 107,30 | 109,85 | 112,40 |
| Varennes | 112,40 | 112,40 | 112,40 | 112,40 | 112,40 | 112,40 | 112,40 | 112,40 |
| Monsac | - | 112,40 | 112,40 | 112,40 | 112,40 | 112,40 | 112,40 | 112,40 |
| Lanquais | - | - | 112,40 | 112,40 | 112,40 | 112,40 | 112,40 | 112,40 |
| St Félix de Villadeix | - | - | - | - | 112,40 | 112,40 | 112,40 | 112,40 |
| Baneuil | - | - | - | - | - | - | - | 112,40 |
| Liorac sur Louyre | - | - | - | - | - | - | - | 112,40 |

| Part variable : | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 |
|-----------------------------------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|
| Communes de l'ex Pays Beaumontois | 1,566 | 1,543 | 1,520 | 1,497 | 1,474 | 1,451 | 1,428 | 1,405 |
| Badefols sur Dordogne | 1,576 | 1,551 | 1,527 | 1,503 | 1,478 | 1,454 | 1,429 | 1,405 |
| Biron | 0,534 | 0,659 | 0,783 | 0,908 | 1,032 | 1,156 | 1,281 | 1,405 |
| Le Buisson de Cadouin | 1,471 | 1,461 | 1,452 | 1,443 | 1,433 | 1,424 | 1,414 | 1,405 |
| Capdrot | 1,010 | 1,067 | 1,123 | 1,180 | 1,236 | 1,292 | 1,349 | 1,405 |
| Couze St Front | 0,994 | 1,053 | 1,111 | 1,170 | 1,229 | 1,288 | 1,346 | 1,405 |
| Lalinde | 1,313 | 1,326 | 1,339 | 1,353 | 1,366 | 1,379 | 1,392 | 1,405 |
| Mauzac Et Grand Castang | 0,998 | 1,056 | 1,114 | 1,173 | 1,231 | 1,289 | 1,347 | 1,405 |
| Monpazier | 1,269 | 1,288 | 1,308 | 1,327 | 1,347 | 1,366 | 1,386 | 1,405 |
| St Capraise de Lalinde | 2,591 | 2,421 | 2,252 | 2,083 | 1,913 | 1,744 | 1,574 | 1,405 |
| Ste Foy de Longas | 1,593 | 1,566 | 1,539 | 1,513 | 1,486 | 1,459 | 1,432 | 1,405 |
| Trémolat | 1,182 | 1,214 | 1,246 | 1,278 | 1,309 | 1,341 | 1,373 | 1,405 |
| Varennes | 1,405 | 1,405 | 1,405 | 1,405 | 1,405 | 1,405 | 1,405 | 1,405 |
| Monsac | - | 1,405 | 1,405 | 1,405 | 1,405 | 1,405 | 1,405 | 1,405 |
| Lanquais | | | 1,405 | 1,405 | 1,405 | 1,405 | 1,405 | 1,405 |
| St Félix de Villadeix | | | | | 1,405 | 1,405 | 1,405 | 1,405 |
| Baneuil | | | | | | | | 1,405 |
| Liorac sur Louyre | | | | | | | | 1,405 |

Harmonisation des redevances Assainissement Collectif sur 8 ans (calcul HT pour 120 m3) :

